

Numéro 34 - 20 mai 2020

**La nécessité de changer la direction de l'économie**  
**L'organisation de l'économie**



- **Le privilège de créer de l'argent privé**  
- K.C. Adams -

**À titre d'information**

- **Dépenses gouvernementales en aide face à la COVID-19**
- **Enquête de Statistique Canada sur la population active, avril 2020 (extraits)**
- **La pandémie va plomber les finances des provinces**

---

**La nécessité de changer la direction de l'économie**

**L'organisation de l'économie**

La pandémie a révélé à quel point désuète est l'organisation actuelle de l'économie sous le contrôle de l'oligarchie impérialiste. Ceux qui possèdent et contrôlent l'économie l'ont organisée de telle manière que les producteurs réels de la valeur sont considérés comme un coût de production dans leur comptabilité et dans leur conscience, un coût de production humain pour ceux qui possèdent et contrôlent l'économie. Pour favoriser les intérêts étroits de l'oligarchie impérialiste et sa soif insatiable de profit, de richesse et de pouvoir privés, les travailleurs qui produisent tous les biens et services dont le peuple et la société ont besoin pour exister ont été réduits à une force de

production comme les autres, semblable à une machine qui n'a pas son mot à dire dans l'organisation du travail, sa direction, sa planification ou ce qu'il advient du produit social et de sa valeur.

L'aliénation de la main-d'oeuvre par rapport au travail qu'elle accomplit, aux moyens de production qu'elle utilise, à la valeur qu'elle produit, à la direction de l'économie et à la façon dont elle pourrait être organisée se conjugue au statut ignominieux de « coût de production » pour former une combinaison mortelle pour tous, ce qui est particulièrement évident durant cette pandémie. Les travailleurs n'ont pas leur mot à dire sur la manière dont l'économie doit réagir à la pandémie. Ils sont obligés d'écouter l'élite dirigeante et de se plaindre après coup lorsque tout s'écroule.

Au lieu d'être mobilisés pour combattre le virus et participer activement et consciemment à la prise de décision sur comment mener la bataille, les travailleurs sont victimisés : ils sont quelque chose qui doit être réduit et désactivé de la même manière que les machines afin que ceux qui contrôlent les éliminent comme un coût pendant la période difficile pour sauver ce qu'ils peuvent de leur richesse privée, leur pouvoir et leur contrôle.

La marginalisation de la classe ouvrière s'étend au-delà du lieu de travail, elle se répercute sur les affaires politiques et les formes sociales et la vie privée des travailleurs, car ils deviennent la cible des mesures que les autorités jugent nécessaires pour faire face à la pandémie. La désactivation d'une grande partie de la main-d'oeuvre, en particulier les femmes et les jeunes, et le refus de mobiliser la population pour lutter contre la pandémie paralysent l'économie et l'ensemble de la société, mettant en danger la sécurité alimentaire et la santé mentale de la population.

Les travailleurs sont le facteur humain essentiel dans la production des biens et services dont le peuple et la société dépendent pour leur existence et sont la force humaine nécessaire pour surmonter toute crise de santé publique. Le fait que l'élite dirigeante refuse au facteur humain son droit de diriger l'économie dans laquelle il travaille et son refus de reconnaître que ceux qui font le travail sont ceux qui doivent décider de ce qui doit être fait pour résoudre les problèmes provoquent des désastres fréquents.

Parce que l'élite dirigeante considère les travailleurs comme des objets et comme un coût de production et parce qu'elle considère que la seule utilité du travail que font les travailleurs est de générer des profits privés pour quelques-uns, elle a aggravé la situation pendant la pandémie avec des décisions absurdes et irrationnelles. Au lieu de réorganiser les endroits de travail pour assurer la distanciation sociale, ce qui, dans la plupart des cas, nécessiterait que les travailleurs soient plus éloignés les uns des autres et une modification des horaires de travail, l'élite dirigeante a décidé soit d'éliminer carrément la production, soit de ne rien faire et crée ainsi des points chauds d'infection, comme on le voit dans l'industrie agroalimentaire présentement.

Le tableau qui est dépeint est celui de travailleurs sans cervelle, pris dans l'isolement sans la capacité d'affronter la maladie en tant qu'êtres humains pensants en unité avec leurs concitoyens. On leur dit d'accepter leur condition de force sociale subjuguée en attendant les instructions de l'élite dirigeante pour savoir quand bouger et quand respirer, privés du droit et des moyens organisés de discuter et d'échanger des vues avec leurs semblables afin d'activer le facteur humain/conscience sociale et ensemble vaincre la pandémie par des actions avec analyse.

L'élite dirigeante fait obstacle au Nouveau : elle bloque le véritable progrès que l'humanité socialisée est prête à faire. Le défi consiste à trouver une voie vers l'avant de manière concrète et pratique, passé l'obstruction érigée par la force sociale présentement aux commandes.



# Le privilège de créer de l'argent privé

- K.C. Adams -

Les autorités de l'État considèrent l'impression de billets de banque neufs pour un usage privé comme un crime grave appelé contrefaçon. Cependant, la création de nouvel argent par d'autres moyens pour l'enrichissement privé des banques à charte est louangée et sanctionnée par l'État. Les autorités canadiennes ont accordé à un petit groupe de privilégiés et à leurs entreprises financières, appelées banques à charte, le droit de créer de l'argent pour leur usage et leurs avantages privés. Le privilège organisé par l'État de créer du nouvel argent sous contrôle privé a considérablement contribué à renforcer l'oligarchie financière, à resserrer son emprise et son contrôle sur l'économie, et à concentrer la richesse et le pouvoir en moins de mains.

Une fois que l'État les autorise à créer de l'argent, les banques à charte privées peuvent accroître leur propriété de l'argent légal sans que leurs travailleurs produisent quoi que ce soit. La quantité d'argent qu'ils peuvent créer pour leur usage privé n'est limitée que par de vagues lignes directrices de la *Loi sur les banques*, leur propre évaluation de la solvabilité de l'emprunteur et le risque qu'elles sont disposées à prendre en fonction de l'argent ou de fonds qu'elles contrôlent déjà.

Depuis le début du régime néolibéral et de l'offensive antisociale dans les années 1990, qui s'est accompagné de déréglementations pour les grandes entreprises, l'obligation légale des banques à charte de détenir en réserve par rapport au total des prêts en cours une certaine quantité de leurs propres liquidités ou d'argent que des personnes ou des entreprises ont déposés dans les comptes de leur banques a été abolie.

La création de nouvel argent est une nécessité constante de l'économie moderne de grande production industrielle, où la capacité des travailleurs à produire une nouvelle valeur est énorme. La question est que la création de nouvel argent par le financement, basé sur la perspective que les travailleurs produisent de la valeur ajoutée, devrait être la responsabilité sociale d'une autorité publique redevable au peuple. Ça ne doit pas être un moyen d'enrichir quelques privilégiés. L'attribution par l'État de chartes privées pour permettre à une faction de l'élite de s'enrichir devrait être une pratique illégale et condamnée comme de la corruption de la pire espèce. Les six grandes banques à charte au Canada sont de loin les plus gros prêteurs au pays et les créateurs de la plus grande quantité de nouvel argent privé. Elles créent plus de nouvel argent que la Banque du Canada.[1]

Si une personne ou une entreprise veut emprunter 5 millions de dollars à une personne ou à une entreprise autre qu'une banque à charte, la personne ou l'entreprise qui prête doit posséder le montant requis. Les 5 millions de dollars en possession du prêteur seraient transférés du compte du prêteur au compte de l'emprunteur ou remis d'une autre manière à un prix ou à un rendement convenu, habituellement un taux d'intérêt.

Si la personne ou l'entreprise veut emprunter les 5 millions de dollars auprès d'une banque à charte, la banque n'a pas besoin de posséder l'argent à emprunter. La banque n'a pas à remettre son propre argent à l'emprunteur. Elle émet un droit de retrait d'une valeur de 5 millions de dollars dans le compte de l'emprunteur. Le montant n'existait pas auparavant. La banque à charte crée l'argent en utilisant son privilège sanctionné par l'État. Le prêt de nouvel argent tient à l'évaluation par la banque de la solvabilité de l'emprunteur et de l'examen des documents juridiques. La banque établit sur cette base le montant et la durée de l'emprunt et les conditions du remboursement, qui comprend le principal du prêt de 5 millions de dollars et les intérêts. Les documents juridiques comprennent également les garanties de l'emprunteur que la banque peut saisir si le prêt n'est pas remboursé intégralement.[2]

## **Exemple d'hypothèque commerciale pour un immeuble locatif à logements multiples**

Les sociétés immobilières ou de construction peuvent demander à une banque à charte une hypothèque commerciale sur un immeuble locatif à logements multiples qu'elles ont construit ou veulent acheter. Le prêt est évalué en fonction de la valeur perçue de la propriété, qui devient la garantie à saisir en cas de défaut de paiement. L'hypothèque commerciale doit alors recevoir l'approbation de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) qui est le seul assureur pour les hypothèques sur les immeubles résidentiels à logements multiples, y compris les grands immeubles locatifs, les résidences étudiantes, les immeubles de soins de longue durée et les maisons de retraite. L'assurance que fournit la SCHL permet une meilleure protection pour la banque en cas de défaut de paiement.

Les avocats concluent les formalités administratives nécessaires, y compris le taux d'intérêt que l'emprunteur doit payer pour l'utilisation de l'argent neuf. Si le prêteur est convaincu que le prêt en vaut la peine et que la garantie, qui est la valeur marchande du bâtiment, est suffisante pour couvrir tout non-paiement en souffrance du prêt, la banque finalise le prêt. La banque met le montant du prêt, disons 5 millions de dollars, dans le compte de l'emprunteur. Aucun argent n'est transféré des réserves du prêteur bancaire ; au lieu de cela, une dette envers la banque au nom de la compagnie emprunteuse est inscrite au bilan de la banque, indiquant le montant du prêt et les conditions. L'emprunteur peut utiliser les 5 millions de dollars pour rembourser une hypothèque de construction et éventuellement des prêts à intérêt plus élevé, plus petits, requis pendant la construction et tout restant dû à un entrepreneur. Les hypothèques commerciales peuvent également être utilisées pour acheter une propriété existante d'un autre propriétaire.

Les prêts hypothécaires commerciaux comportent des taux d'intérêt plus faibles, généralement comparables au rendement des obligations du gouvernement sur dix ans, actuellement inférieur à 2 %. Cela peut apparaître à première vue comme peu rentable pour les banques jusqu'à ce que l'on se rende compte qu'aucune partie des 5 millions de dollars ne provient d'un coffre-fort d'une banque ou de la poche d'un oligarque : la somme est complètement créée à partir de rien d'autre que le privilège des riches organisé par l'État. Le prêt des 5 millions de dollars créés ainsi que les intérêts reviennent à la banque à charte sous forme de paiements mensuels.

L'emprunteur commence à rembourser le mois suivant le principal du prêt et les intérêts sur les 5 millions de dollars, selon les proportions convenues pour la durée du prêt. Le prêteur bancaire reçoit le paiement mensuel en échange d'argent qu'il n'a jamais possédé en premier lieu, mais simplement créé conformément au droit organisé par l'État de le faire en tant que banque à charte privée. Ce nouveau 5 millions de dollars que la banque a créé et tout intérêt couru appartient à la banque, c'est sa propriété privée. Si l'emprunteur fait défaut dans ses paiements, la banque saisit l'immeuble comme sa propriété privée.

Pendant la durée du prêt jusqu'au paiement final, la banque reçoit en montants mensuels le principal de l'emprunt de 5 millions de dollars plus le total des frais de la dette appelés intérêts. Avec le remboursement final, la banque reçoit 5 millions de dollars plus les intérêts sans avoir utilisé son propre argent, sauf pour l'administration et toute autre valeur consommée, comme les bureaux qu'elle entretient, l'équipement qu'elle utilise et le prix de la capacité de travail qu'elle achète à ses employés. L'emprunteur paie régulièrement les frais juridiques et le coût de l'assurance de la SCHL et d'autres frais de transaction.

Si l'emprunteur, pour une raison quelconque, comme une crise économique ou une catastrophe financière dans un autre secteur de l'entreprise dont il est propriétaire, ne peut plus rembourser le prêt, la banque entame une procédure judiciaire pour saisir l'immeuble en garantie du prêt. Étant donné que la SCHL a garanti le prêt, la banque dispose également de ce coussin pour recouvrer la dette, si la valeur marchande de l'immeuble ne correspond pas à la partie impayée du prêt, et pour

couvrir les frais de poursuites judiciaires.

Les banques ont également la possibilité de transformer les hypothèques existantes dont elles sont propriétaires en argent immédiat. Elles peuvent vendre à d'autres les hypothèques qu'elles possèdent pour un montant actualisé de la valeur totale qui reste sur l'hypothèque. De plus, les prêts hypothécaires en cours sont souvent regroupés en de grandes obligations qui sont ensuite vendues sur le marché international. Ces titres adossés à des actifs constitués d'hypothèques et d'autres prêts en cours ont contribué à la crise économique en 2008, car bon nombre des hypothèques et des prêts regroupés au sein des obligations ont échoué, laissant une valeur de garantie insuffisante, provoquant un effondrement en cascade de ces types de dérivés.

L'oligarchie financière utilise le droit accordé par l'État aux banques pour créer de l'argent privé comme une arme supplémentaire pour concentrer entre ses mains la richesse sociale de l'économie qu'elle contrôle au sein du système impérialiste d'États. Une partie de la lutte pour une nouvelle direction et un objectif prosocial de l'économie est de mettre un terme à la corruption organisée par l'État et aux privilèges des riches.

## Notes

### 1. Les « six grandes banques à charte » du Canada

- Banque de Montréal (BMO)
- Banque Canadienne Impériale de Commerce (CIBC)
- Banque Nationale du Canada (NBC)
- Banque Royale du Canada (RBC)
- Banque Scotia (Scotia)
- Banque TD (TD)

Voir les articles parus dans [LML numéro 32 du 12 mai 2020](#) pour la discussion sur le rôle des banques et la création de l'argent.

### 2. Créer une inflation des prix

Pour encourager l'inflation des prix, l'oligarchie financière, par des moyens privés ou étatiques, crée délibérément de l'argent à une cadence supérieure à celle de la croissance de l'ensemble de la nouvelle production. Lorsque la croissance de la monnaie en circulation est supérieure à la croissance de la production nationale de biens et de services, l'écart devient un facteur d'inflation des prix. Lorsque la quantité totale d'argent en circulation représente plus que l'ensemble de la production nationale, cela signifie qu'un dollar représente moins que la valeur réelle de la production. En d'autres termes, un dollar n'achète pas autant de biens et de services qu'auparavant. La Banque du Canada a même un objectif d'inflation annuel de 2 %.

La raison la plus fondamentale pour imposer à l'économie une inflation des prix est d'exercer une pression à la baisse sur la valeur de la capacité de travail que la classe ouvrière vend à ceux qui possèdent et contrôlent l'économie. Avec l'inflation des prix des biens et des services, la classe ouvrière se bat constamment pour augmenter le prix de sa capacité de travail pour suivre l'inflation des prix des biens et services dont elle a besoin pour maintenir un certain niveau de vie.

L'oligarchie financière favorise également l'inflation des prix spécifiquement au Canada pour maintenir le dollar canadien faible par rapport aux autres monnaies du système impérialiste d'États. Le dollar canadien s'échange actuellement à environ 72 cents par rapport au dollar américain. Une baisse du dollar canadien par rapport aux autres devises impérialistes fait baisser le prix des exportations des abondantes ressources naturelles du Canada, dont l'oligarchie financière du système impérialiste d'États s'empare pour les utiliser dans la production ailleurs, en particulier dans l'économie militaire aux États-Unis.



L'affaiblissement du dollar favorise également certains secteurs, tels que l'industrie du divertissement dominée par les États-Unis, en particulier la production de films et d'émissions de télévision. Le dollar canadien dévalué permet aux oligarques américains qui contrôlent ce secteur d'utiliser les dollars américains pour financer leurs productions et réduire le prix de la production en filmant au Canada, comparativement au prix d'une production similaire aux États-Unis.



### À titre d'information

## Dépenses gouvernementales en aide face à la COVID-19

Au 13 mai 2020, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux avaient engagé plus de 820 milliards de dollars en soutien face à la COVID-19, qui comprend des transferts directs aux travailleurs, étudiants, employeurs, agences régionales, organismes de bienfaisance, banques alimentaires et autres organisations, ainsi que des crédits sous diverses formes. Le but de ces programmes est, selon le premier ministre Trudeau et d'autres ministres de son Cabinet, de fournir une aide immédiate aux travailleurs et aux entreprises touchés par la fermeture économique, afin que les travailleurs puissent payer le loyer et mettre de la nourriture sur la table, et que les entreprises soient positionnées pour passer à l'action lorsque l'économie « revient en force ».

Le tableau suivant est basé sur des annonces du ministère des Finances et du premier ministre. Le ministère des Finances les a réparties en quatre catégories : protection de la santé et de la sécurité, mesures de soutien direct, soutien de liquidités aux entreprises et aux particuliers, et programme de crédit aux entreprises avant le 11 avril.

<b>Protection de la santé et de la sécurité</b>	+++++
Plan d'intervention en réponse à la COVID-19	1,1 milliard \$
Financement des ÉPI	2,0 milliards \$
<b>Mesures de soutien direct</b>	
Prestation canadienne d'urgence (va augmenter à cause de l'élargissement des critères d'admissibilité)	24,0 milliards+ \$
Augmentation du crédit pour la TPS/TVH	5,5 milliards \$
Hausse des montants de l'allocation canadienne pour enfants	1,9 milliard \$
Subvention salariale temporaire	975 millions \$
Subvention salariale d'urgence	73 milliards \$
Suspension de remboursement du Programme de prêts d'études canadiens	190 millions \$
Soutien aux communautés autochtones	305 millions \$
Soutien aux sans-abri (par le biais de l'initiative Vers un chez-soi)	157,5 millions \$
Soutien pour les refuges et les centres d'aide pour les femmes victimes de violence sexuelle	50 millions \$
Soutien pour les aînés, les enfants et les jeunes	16,5 millions \$
Soutien aux banques alimentaires et aux organisations alimentaires locales	100 millions \$

Réduction du retrait minimal des FERR	495 millions \$
Soutien pour le secteur du transport aérien	331,4 millions \$
Aux employeurs pour soutenir les mesures de mise en quarantaine des travailleurs étrangers temporaires	50 millions \$
Pour les communautés du nord	130 millions \$
Pour l'Agence canadienne d'inspection des aliments (14 avril)	20 millions \$
Pour le nettoyage des puits de pétrole en Alberta, en Colombie-Britannique et en Saskatchewan (17 avril)	1,7 milliard \$
Fonds pour la réduction des émissions (17 avril)	750 millions \$
Pour les entreprises autochtones (18 avril)	306 millions+ \$
Fonds d'urgence en soutien aux communautés (21 avril) (organisations communautaires et sans but lucratif)	350 millions \$
Soutien aux étudiants du niveau postsecondaire (22 avril)	9,0 milliards \$
Stratégie nationale de recherche médicale (23 avril)	1,1 milliard \$
Soutien aux transformateurs de poisson et de fruits de mer (24 avril)	62,5 millions \$
Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (24 avril)	2 milliards \$
Pour les transformateurs d'aliments (5 mai)	252 millions \$
Pour augmenter le salaire des travailleurs essentiels (7 mai) (administré par les provinces qui contribueront pour 1 milliard de dollars)	3,0 milliards \$
Nouvelles mesures en appui aux aînés (12 mai)	2,5 milliards \$
Élargissement du programme Nouveaux horizons pour les aînés	20 millions \$
<b>Mesures de soutien des liquidités pour les entreprises et les particuliers</b>	
Report du paiement d'impôts jusqu'en septembre	55 milliards \$
Report des versements de la taxe de vente et des droits de douane	30 milliards \$
Fonds d'aide et de relance régionale (FARR) (13 mai)	962 millions \$
<b>Programme de crédit aux entreprises (par l'intermédiaire de la Banque de développement du Canada (BDC) et d'Exportation et développement Canada (EDC))</b>	
Programme de garantie et de prêts pour les PME	40 milliards \$
Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes	25 milliards \$
Besoin de crédits et de liquidités pour le secteur agricole	5,2 milliards \$
Besoin de crédits et de liquidités (par la Banque du Canada, BCIF, SCHL et prêteurs commerciaux)	500 milliards+ \$

Au total, ces programmes fédéraux représentent plus de 787,522 milliards de dollars. Bon nombre de ces annonces ont été accompagnées de déclarations selon lesquelles il s'agit de montants initiaux (par exemple, les fruits de mer et l'agriculture), qu'il y aura plus de financement à venir, ou que des changements pourraient être attendus en ce qui concerne les délais et les critères d'admissibilité, etc., ce qui augmentera les montants. Le 11 mai, le premier ministre a annoncé la mise en place d'un Crédit d'urgence pour les grands employeurs (CUGE) qui « offrira un financement de transition aux plus grands employeurs du Canada dont les

besoins financiers durant la pandémie ne peuvent être comblés par les mécanismes conventionnels. Le CUGE contribuera alors à faire en sorte que ces employeurs puissent poursuivre leurs activités ».

Le Programme de crédit aux entreprises (PCE) sera élargi « aux entreprises de taille moyenne qui ont des besoins plus importants en financement ». Il y a également eu des promesses d'un soutien accru à venir pour des secteurs spécifiques, y compris le tourisme et l'énergie.

En plus des fonds annoncés par le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et territoriaux ont mis en oeuvre divers programmes. Les programmes pour lesquels un coût a été identifié totalisent plus de 28 milliards de dollars. Mais il y en a beaucoup d'autres pour lesquels aucun chiffre n'a été donné, y compris les retards dans les délais de production de l'impôt sur le revenu, l'annulation des prêts étudiants, les subventions directes aux garderies et aux organisations communautaires, telles que les banques alimentaires, les subventions salariales pour les travailleurs non admissibles aux programmes fédéraux ou à ajouter aux programmes fédéraux, du crédit pour les petites entreprises, une aide au loyer et une aide financière aux bénéficiaires de l'aide sociale.

(Ministère des Finances Canada, McCarthy Tétrault « COVID-19 : Economic relief measures announced to date »)



---

## **Enquête de Statistique Canada sur la population active, avril 2020 (extraits)**

À la suite d'un recul de plus d'un million enregistré en mars, l'emploi a diminué de près de 2 millions en avril, ce qui a porté la baisse totale de l'emploi à plus de 3 millions depuis le début de la crise économique liée à la COVID-19.

De plus, le nombre de personnes qui étaient en emploi, mais qui ont travaillé moins de la moitié de leurs heures habituelles pour des raisons liées à la COVID-19, a augmenté de 2,5 millions de février à avril. Au cours de la semaine du 12 avril, l'effet cumulatif de la crise économique liée à la COVID-19 (le nombre de Canadiens sans emploi ou ayant travaillé des heures considérablement réduites) s'est établi à 5,5 millions, ou plus du quart du niveau d'emploi de février.

En avril, l'emploi à temps plein (-1 472 000 ; -9,7 %) et l'emploi à temps partiel (-522 000 ; -17,1 %) ont reculé. Les pertes cumulatives depuis février ont totalisé 1 946 000 (-12,5 %) dans le travail à temps plein, et 1 059 000 (-29,6 %) dans le travail à temps partiel.

### **L'emploi connaît une baisse sans précédent**

L'ampleur de la baisse de l'emploi observée depuis février (-15,7 %) dépasse de loin les diminutions enregistrées au cours des ralentissements du marché du travail antérieurs. Par exemple, la récession de 1981-1982 a entraîné une baisse totale de l'emploi de 612 000 (-5,4 %) au cours d'une période d'environ 17 mois.






### **Le chômage enregistre une forte hausse**

Le taux de chômage a augmenté de 5,2 points de pourcentage en avril pour atteindre 13,0 %. Cela fait suite à la hausse de 2,2 points de pourcentage enregistrée en mars. Depuis que des données comparables sont devenues disponibles en 1976, seul le taux de chômage de 13,1 % observé en décembre 1982 a été plus élevé que le taux enregistré en avril.



Le taux de chômage d'avril serait de 17,8 % une fois les données ajustées pour prendre en compte les personnes qui n'ont pas été considérées comme des chômeurs pour des raisons propres à la crise économique liée à la COVID-19. Au cours de la semaine du 12 avril, 1,1 million de personnes étaient inactives, mais elles avaient travaillé récemment (en mars ou en avril) et voulaient travailler. Elles n'ont pas été considérées comme étant au chômage, mais elles ont été considérées comme inactives parce qu'elles n'ont pas cherché d'emploi, vraisemblablement en raison des fermetures prolongées d'entreprises et des occasions très limitées de trouver du travail.

## Infographie 1

<b>La crise économique liée à la COVID-19 continue d'avoir des répercussions importantes sur le marché du travail</b>		
En février 2020, le nombre total de Canadiens <b>ayant un emploi ou une entreprise</b> s'élevait à 19,2 millions.		En avril, l'emploi a diminué de près de 2 millions, ce qui a <b>porté les baisses cumulatives de l'emploi depuis février à plus de 3 millions.</b>
Le nombre de Canadiens en emploi qui sont <b>absents du travail</b> est relativement stable d'un mois à l'autre dans des circonstances ordinaires.		Le nombre de Canadiens qui étaient en emploi, mais qui ont travaillé zéro heure ou moins de la moitié de leurs heures habituelles en raison de la COVID-19 a <b>augmenté de 2,5 millions</b> entre février et avril.  Parmi ces travailleurs, 4 sur 10 <b>craignent de perdre leur emploi</b> . Plus du quart vivaient dans des ménages <b>ayant du mal à respecter leurs obligations financières.</b>
De mars 2019 à février 2020, le <b>taux de chômage</b> a varié entre 5,4 % et 5,9 %.		En avril, le <b>taux de chômage a augmenté de 5,2 points de pourcentage pour atteindre 13,0 %</b> , le deuxième sommet en importance jamais enregistré.  En avril, le taux de chômage aurait été de <b>17,8 %</b> si les <b>personnes ayant travaillé récemment et qui voulaient travailler, mais n'ont pas cherché d'emploi</b> avaient été incluses.
<b>Les effets se font sentir dans le secteur des biens</b>		
Au cours des ralentissements antérieurs du marché du travail, les baisses de l'emploi ont été attribuables aux <b>industries produisant des biens</b> .		En avril, les effets de la crise économique liée à la COVID-19 se sont étendus aux industries de la <b>construction et de la fabrication; les baisses se sont élevées à 581 000.</b>
De mars 2019 à février 2020, le <b>nombre total d'heures travaillées</b> dans tous les secteurs a augmenté de 0,1 % en moyenne chaque mois.		De février à avril, le <b>nombre total d'heures travaillées dans l'ensemble des industries a diminué de plus d'un quart (-27,7 %)</b> ; les baisses les plus marquées ont été enregistrées dans les industries nécessitant une proximité physique avec d'autres et dans lesquelles le travail à domicile n'est pas pratique.

Source(s) : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

## Infographie 2

Les mesures d'adaptation entraînent un emploi continu et des changements du lieu de travail		
En février, la grande majorité des Canadiens <b>ont travaillé à un endroit autre que la maison.</b>	↑	En avril, 12,0 millions de Canadiens étaient en emploi et ont travaillé plus de la moitié de leurs heures de travail habituelles. <b>Plus du quart (3,3 millions; 27,5 %) s'étaient adaptés à la crise économique liée à la COVID-19 en commençant à travailler à domicile.</b>
Différentes répercussions sur le marché du travail		
En mars, les femmes étaient <b>plus susceptibles que les hommes</b> d'avoir subi les répercussions de COVID-19 sur le marché du travail.	↓	Sur une base cumulative, depuis février, les baisses de l'emploi ont été <b>similaires chez les femmes (-1 537 000; -16,9 %) et les hommes (-1 468 000; -14,6 %).</b>
De mars 2019 à février 2020, l'emploi chez les jeunes a progressé de 54 700.	↓	De février à avril, l'emploi chez les jeunes a <b>diminué de 873 000 (-34,2 %)</b> ; il s'agit de la diminution la plus prononcée parmi tous les groupes d'âge.  Parmi les <b>étudiants de 15 à 24 ans</b> , le taux de chômage a augmenté pour passer à <b>31,7 %</b> .
En mars, la plus grande part de la baisse de l'emploi attribuable à la crise économique liée à la COVID-19 a été observée dans les <b>emplois précaires, y compris les emplois temporaires et les emplois faiblement rémunérés.</b>	↑	Des baisses ont continué d'être enregistrées dans les emplois précaires en avril, ce qui a contribué à une hausse du salaire horaire moyen, car les travailleurs hautement rémunérés ont représenté une plus grande part des personnes en emploi.  <b>D'avril 2019 à avril 2020, la rémunération horaire moyenne a augmenté de 10,8 %.</b>

Source(s) : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

## Infographie 4



Source(s) : Tableau 14-10-0287-01 (anciennement tableau CANSIM 282-0087).

**Hausse du taux de chômage pendant les ralentissements économiques, Canada, 1976 à 2020**

## Le chômage augmente sous l'effet des mises à pied temporaires

Le nombre total de chômeurs a augmenté de 1 285 000 (+113,3 %) de février à avril. À titre de comparaison, pendant la récession de 1981-1982, le nombre de chômeurs a augmenté de 763 000 (+88,6 %) au cours d'une période de 16 mois. En avril, presque tous les nouveaux chômeurs (97,0 %) avaient été mis à pied temporairement (données non désaisonnalisées), ce qui indique qu'ils s'attendaient à retourner travailler pour leur employeur lorsque l'activité économique redémarrerait.

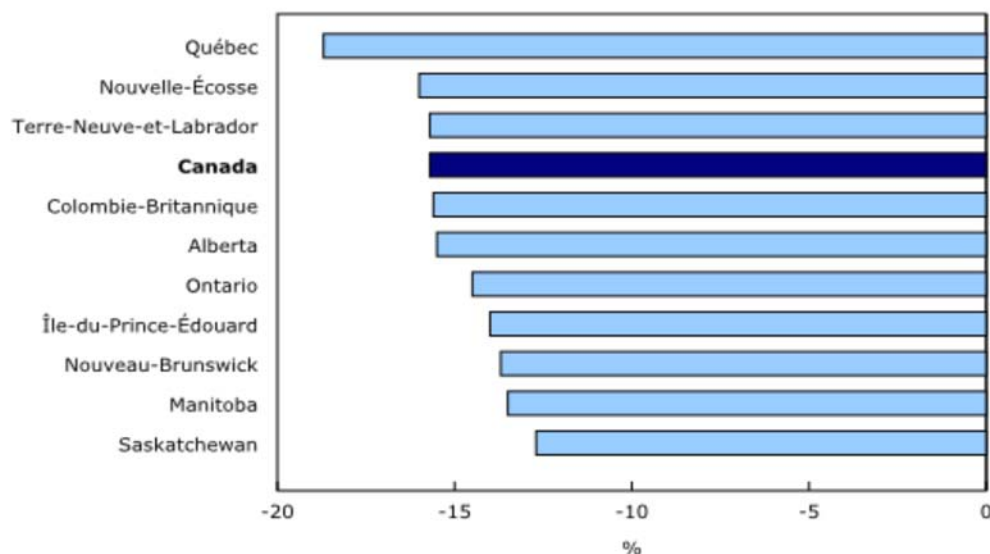
Au cours d'un mois donné, la variation nette du chômage correspond à la différence entre le nombre de personnes qui deviennent chômeurs et le nombre de personnes qui sortent du chômage. Depuis le début de la crise économique liée à la COVID-19, les flux entrant dans le chômage ont fortement augmenté, principalement en raison d'une hausse du nombre de personnes qui sont passées de travailleurs à chômeurs (+1,1 million depuis février).

En avril, les flux sortant du chômage ont aussi augmenté alors que le nombre de personnes qui sont passées du chômage à la population inactive a progressé (+214 000). Cela comprend les personnes qui voulaient un emploi, mais ont cessé d'en chercher un (y compris celles qui ne pensaient pas qu'il y avait du travail) et les personnes qui ont commencé à exercer de nouvelles activités, comme prendre soin de membres de leur famille.

## Toutes les provinces ont été durement touchées

L'emploi a reculé dans toutes les provinces pour un deuxième mois consécutif. Comparativement à février, l'emploi a diminué de plus de 10 % dans toutes les provinces ; le Québec a enregistré la baisse la plus prononcée (-18,7 % ou -821 000).

**Graphique 1**



**Variation de l'emploi selon la province, février à avril 2020**

Le taux de chômage a augmenté de façon marquée dans toutes les provinces en avril. Au Québec, le taux s'est établi à 17,0 %. Il s'agit du taux le plus élevé enregistré dans la province depuis 1976, année où des données comparables ont commencé à être publiées, et du taux le plus élevé parmi les provinces. Le nombre de chômeurs a augmenté plus rapidement (+101,0 % ou +367 000) au Québec que dans les autres provinces ; la hausse du nombre de personnes mises à pied temporairement (données non désaisonnalisées) a été proportionnellement plus élevée au Québec

que dans les autres provinces, tandis que l'augmentation du nombre de personnes inactives a été proportionnellement plus faible.

### **Les plus grandes villes du Canada subissent des répercussions importantes de la COVID-19 sur le marché du travail**

L'emploi a connu une forte baisse de février à avril dans chacune des trois plus grandes régions métropolitaines de recensement (RMR) du Canada. En proportion de l'emploi de février, Montréal a enregistré la baisse la plus prononcée (-18,0 % ; -404 000), suivie de Vancouver (-17,4 % ; -256 000) et de Toronto (-15,2 % ; -539 000).

Dans la RMR de Montréal, le taux de chômage s'est établi à 18,2 % en avril, en hausse de 13,4 points de pourcentage depuis février. À titre de comparaison, le taux de chômage à Montréal a atteint un sommet de 10,2 % pendant la récession de 2008-2009. À Toronto, le taux de chômage s'est établi à 11,1 % en avril (en hausse de 5,6 points de pourcentage depuis février), et à Vancouver, il s'est établi à 10,8 % (en hausse de 6,2 points de pourcentage).

### **Le nombre de travailleurs autonomes indépendants a peu varié, mais les heures travaillées ont connu une diminution prononcée**

Le nombre de travailleurs autonomes indépendants (2,0 millions), c'est-à-dire ceux qui ne comptent aucun employé, a peu varié en avril comparativement à février (données non désaisonnalisées). Chez ces travailleurs, la crise liée à la COVID-19 a entraîné une perte importante du nombre d'heures travaillées. En avril, 59,4 % des travailleurs autonomes indépendants (1,2 million) ont travaillé moins de la moitié de leurs heures habituelles au cours de la semaine du 12 avril, y compris 38,4 % qui n'ont travaillé aucune heure. [...]

### **La plupart des personnes qui ont été absentes du travail n'ont pas été rémunérées**

Au cours de la semaine de référence allant du 12 au 18 avril, 2,4 millions de personnes étaient en emploi, mais étaient absentes durant toute la semaine. Il s'agit d'une hausse de 2,1 millions de personnes par rapport à février, et l'augmentation est attribuable à la crise économique liée à la COVID-19. Le nombre de personnes qui ont travaillé un certain nombre d'heures, mais moins de la moitié de leurs heures habituelles, a augmenté de 380 000, ce qui porte la hausse totale des absences attribuables à la COVID-19 depuis février à 2,5 millions.

Environ 60 % des personnes qui ont été absentes pendant toute la semaine de référence étaient des employés, tandis que le reste était des travailleurs autonomes. Parmi les employés, environ les trois quarts n'ont pas été rémunérés durant la semaine de référence ; il s'agit d'une hausse par rapport à mars, au moment où le chiffre correspondant s'est établi à 55,8 %. Moins d'un travailleur autonome sur dix qui était propriétaire d'une entreprise constituée en société a reçu une rémunération.

### **Résumé : plus du tiers de la population active potentielle était en situation de sous-emploi en avril**

En avril, plus du tiers (36,7 %) de la population active potentielle n'a pas travaillé ou a travaillé moins que la moitié de ses heures habituelles, ce qui illustre les effets persistants de la crise économique liée à la COVID-19 sur le marché du travail. Le « taux de récente sous-utilisation de la main-d'oeuvre » combine les chômeurs, les personnes inactives qui voulaient travailler, mais qui n'ont pas cherché d'emploi, et les personnes en emploi qui ont travaillé moins de la moitié de leurs heures habituelles. À titre de comparaison, ce taux s'est établi à 11,3 % en février.

## Les effets de la crise économique liée à la COVID-19 s'étendent au secteur des biens

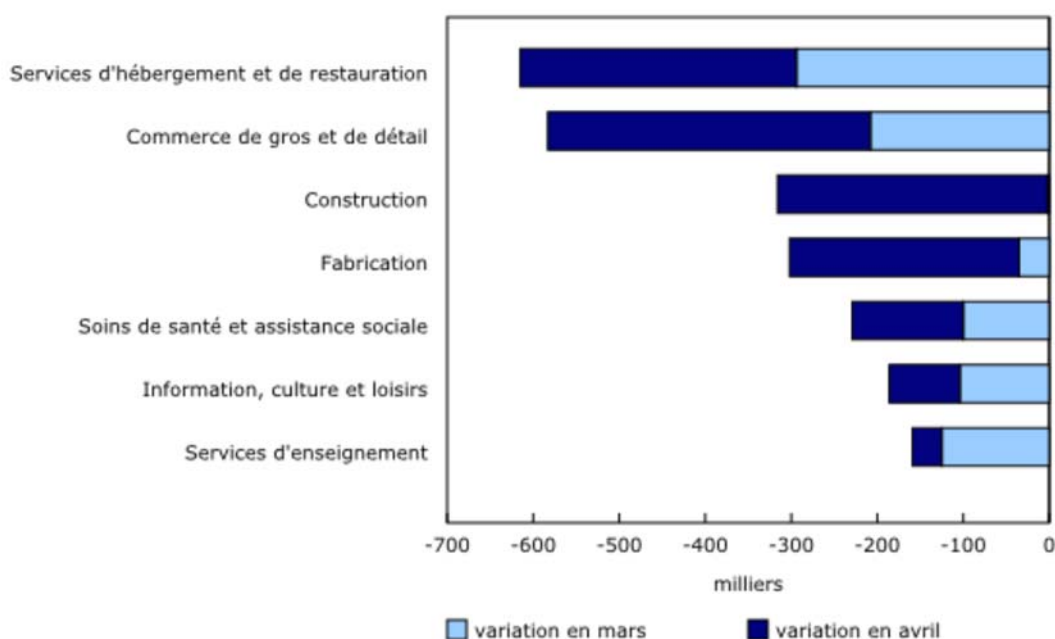
### L'emploi diminue dans le secteur des biens

En mars, la baisse de l'emploi a été presque entièrement observée dans le secteur des services. En avril, en revanche, la diminution de l'emploi a été proportionnellement plus prononcée dans le secteur des biens (-15,8 % ; -621 000) que dans le secteur des services (-9,6 % ; -1,4 million). La construction (-314 000 ; -21,1 %) et la fabrication (-267 000 ; -15,7 %) ont enregistré les diminutions les plus marquées dans le secteur des biens.

Dans le secteur des services, l'emploi a continué de reculer dans plusieurs industries, et particulièrement dans le commerce de gros et de détail (-375 000 ; -14,0 %) ainsi que dans les services d'hébergement et de restauration (-321 000 ; -34,3 %).

Parmi les industries qui ont continué d'être relativement moins touchées par la crise économique liée à la COVID-19 figurent les services d'utilité publique, les administrations publiques ainsi que la finance, les assurances, et les services immobiliers et de location.

### Graphique 2



Variation de l'emploi dans certains secteurs, février à avril 2020, Canada

[...]

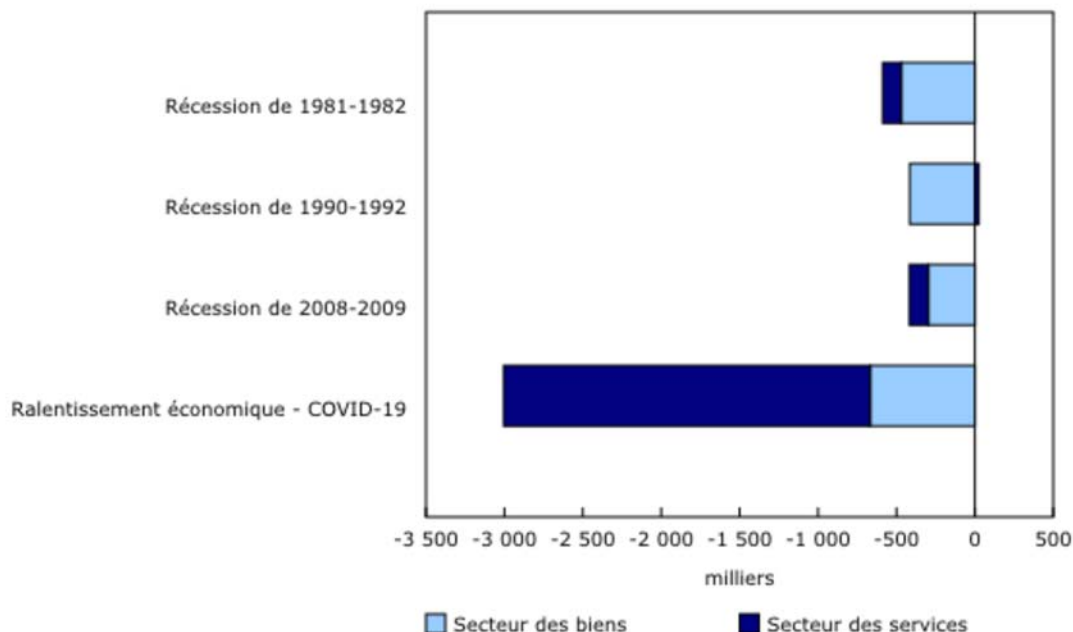
### Les baisses de l'emploi observées dans les secteurs des biens et des services dépassent celles enregistrées au cours des ralentissements antérieurs du marché du travail

Dans les secteurs des services et des biens, les baisses de l'emploi observées au cours des deux mois qui ont suivi février ont été proportionnellement plus prononcées que les diminutions enregistrées pendant chacun des trois principaux ralentissements du marché du travail enregistrés depuis 1980.

[...]

Après les ralentissements antérieurs, l'emploi dans les services s'est redressé relativement rapidement ; il est revenu aux niveaux atteints avant le ralentissement en l'espace de quatre mois en moyenne. Par ailleurs, il a fallu en moyenne plus de six ans pour que l'emploi dans le secteur des biens revienne à des niveaux d'avant la récession à la suite des récessions de 1981-1982 et de 1990-1992. Après la crise financière mondiale de 2008-2009, il a fallu 10 ans pour que l'emploi dans le secteur des biens retourne à son niveau d'avant la crise.

### Graphique 3



**Baisses de l'emploi plus prononcées depuis février 2020 que durant n'importe laquelle des trois dernières récessions notables**

### Les baisses de l'emploi s'étendent à la construction et à la fabrication

L'emploi dans le secteur de la construction a reculé de 314 000 ou de 21,1 % en avril, après être demeuré pratiquement inchangé en mars. La construction au Québec a été particulièrement touchée ; l'emploi dans le secteur a diminué de 38,6 % en avril. Le gouvernement du Québec a ordonné la fermeture de tous les chantiers de construction le 23 mars, après la semaine de référence de l'EPA de mars, avant de permettre à certains chantiers de construction résidentielle de reprendre leurs activités le 20 avril, après la fin de la semaine de référence d'avril.

Comparativement à février, l'emploi dans la fabrication a diminué de 302 000 ou de 17,3 % ; la baisse a presque entièrement eu lieu en avril. L'emploi dans le matériel de transport, les machines et les produits métalliques ouvrés a connu la diminution la plus prononcée depuis février, ce qui laisse entrevoir un engorgement dans la chaîne d'approvisionnement et une baisse de la demande pour certains produits. Parallèlement, l'emploi dans la fabrication d'aliments est demeuré relativement stable.

L'emploi dans les services d'hébergement et de restauration a reculé de 50,0 % (-615 000) de février à avril. L'emploi a diminué le plus dans les professions liées au service des aliments et des boissons ainsi que dans le personnel de cuisine. Le nombre de gestionnaires a reculé dans une moindre mesure. En avril, le nombre d'heures travaillées dans les services d'hébergement et de



restauration a diminué de 38,6 % après avoir déjà reculé en mars. Depuis février, le nombre d'heures travaillées dans le secteur a diminué de 63,8 %.

Dans le commerce de gros et de détail, l'emploi a reculé de 582 000 ou de 20,2 % au cours des deux mois ayant pris fin en avril. Au cours de la même période, le nombre d'heures travaillées a diminué de 31,0 %. L'emploi dans les sous-secteurs liés aux aliments et aux boissons a reculé depuis février, mais proportionnellement moins que dans les sous-secteurs n'offrant pas de services jugés essentiels.

Malgré les défis importants auxquels sont confrontés les travailleurs de la santé de première ligne qui traitent les patients atteints de la COVID-19, l'emploi est demeuré stable dans les hôpitaux et dans les établissements de soins infirmiers et de soins pour bénéficiaires internes depuis février. Des diminutions ont été observées dans d'autres industries des soins de santé toutefois, y compris les soins ambulatoires, qui comprennent les cabinets de médecins et de dentistes, ainsi que les laboratoires médicaux et d'analyses diagnostiques. De fortes baisses ont également été observées dans l'assistance sociale, qui comprend les services de garderie, ce qui a porté la diminution nette de l'emploi dans les soins de santé et l'assistance sociale à 129 000 (-5,3 %) depuis mars, et à 229 000 (-9,1 %) depuis février.

En mars et en avril, la demande intérieure et internationale de pétrole a diminué de façon prononcée, ce qui a entraîné des prix plus bas que jamais. Au cours de la semaine du 12 avril, l'emploi dans l'industrie pétrolière et gazière à forte intensité de capital s'est avéré résilient aux chocs de prix. Des répercussions pourraient être observées au cours des mois à venir. Depuis février, l'emploi dans le secteur élargi des ressources naturelles a reculé de 7,4 % ; les mines et l'exploitation en carrière ont enregistré la plus grande variation de l'emploi et des heures travaillées.

### **Les petites entreprises subissent d'importantes répercussions en raison de la COVID-19**

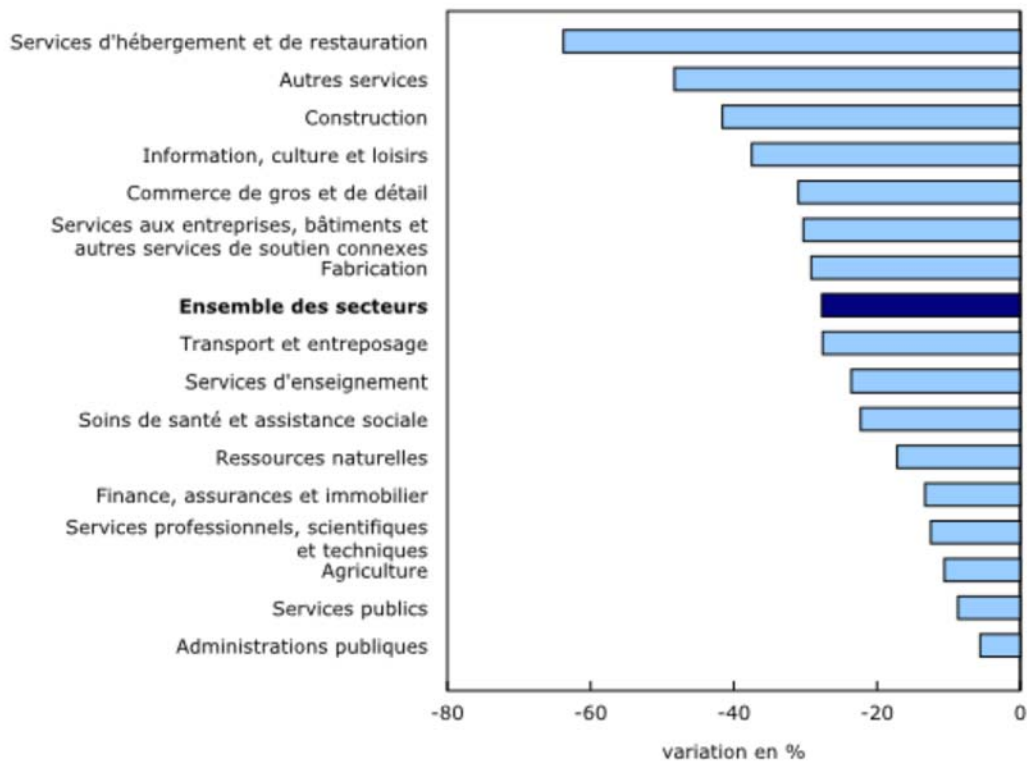
Les grandes entreprises et institutions semblent avoir été plus en mesure de maintenir en poste leurs employés que les petites entreprises, probablement en raison de leur capacité à mettre en place des mesures pour s'adapter à la crise économique liée à la COVID-19. Cette tendance a été observée dans toutes les industries, y compris dans le commerce de gros et de détail, dans la construction, dans la fabrication et dans le transport et l'entreposage.

Dans l'ensemble, l'emploi dans les entreprises comptant 100 employés ou plus a diminué de 12,6 % (données non désaisonnalisées) de février à avril. L'emploi dans les entreprises comptant de 20 à 99 employés a reculé de 25,1 %, tandis qu'il a diminué de 30,8 % dans les petites entreprises (comptant moins de 20 employés).

### **La crise économique liée à la COVID-19 continue de se répercuter sur le total des heures travaillées**

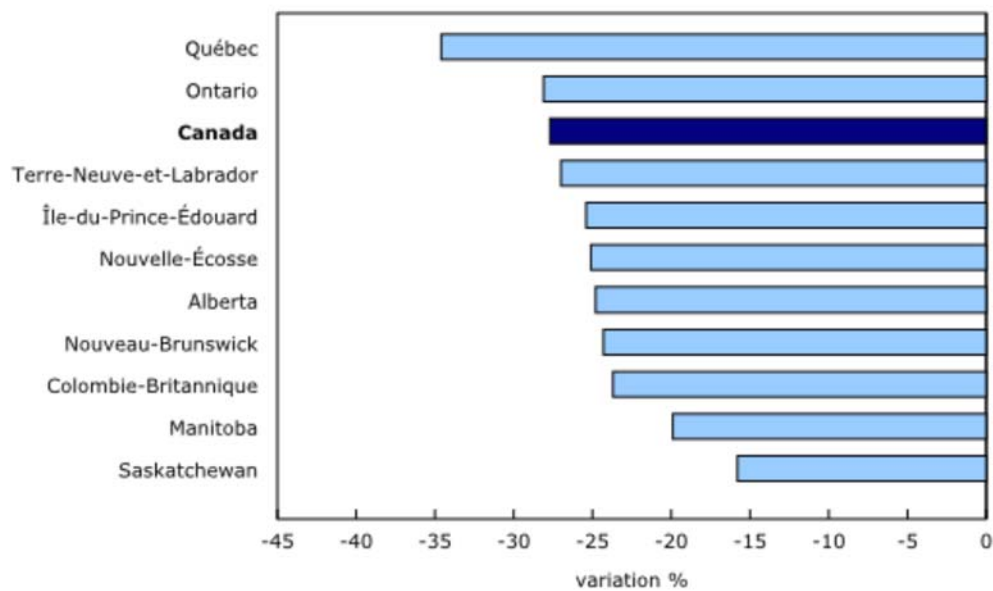
Dans l'ensemble, le nombre total d'heures travaillées a diminué de 14,9 % en avril par rapport à mars, et de 27,7 % par rapport à février.

**Graphique 4**



**Variation des heures travaillées (%), par industrie, Canada, février à avril 2020, données désaisonnalisées**

**Graphique 5**



**Heures travaillées, variation en (%), par province, février à avril 2020, données désaisonnalisées**

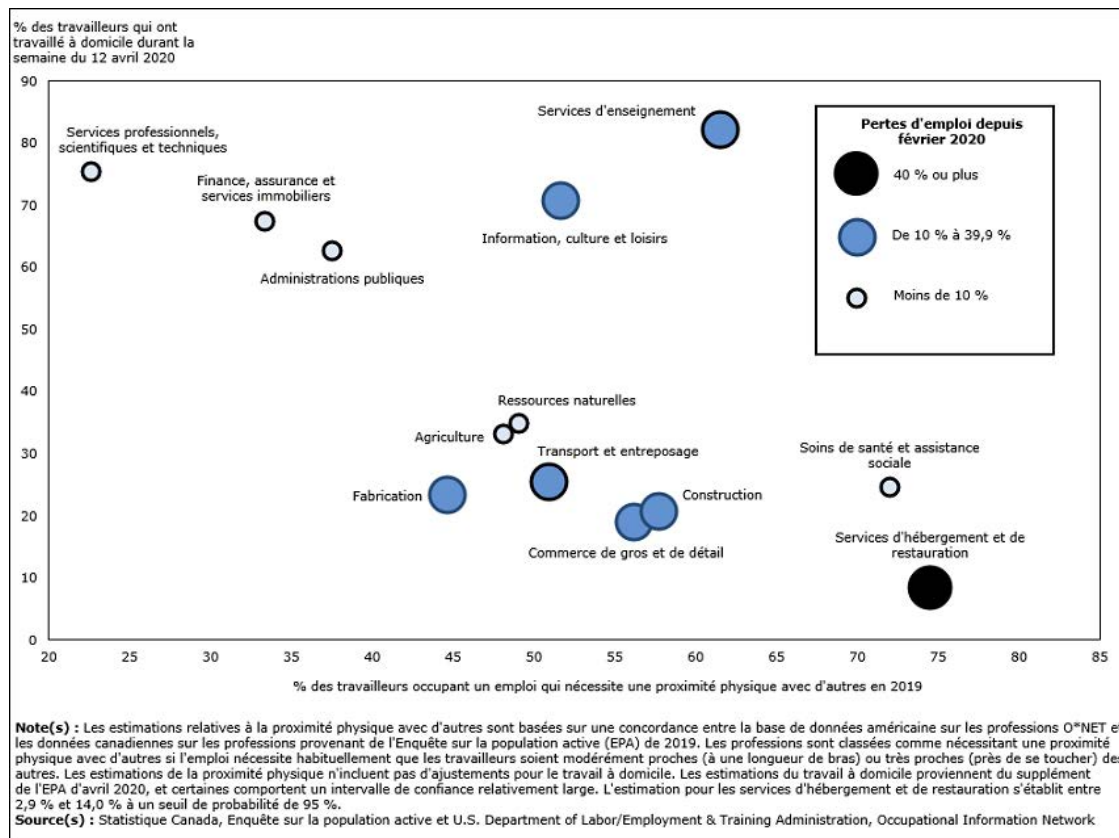
## Le nombre de Canadiens qui ont travaillé à partir de leur domicile en avril a augmenté de 3,3 millions

Au cours de la semaine du 12 avril, 12,0 millions de Canadiens occupaient un emploi et ont travaillé plus que 50 % de leurs heures de travail habituelles. Environ 5,0 millions d'entre eux ont travaillé la plupart de leurs heures de travail de leur domicile. Cela comprend 3,3 millions de travailleurs qui travaillent habituellement à un endroit autre que leur domicile. Il est raisonnable de penser que ces travailleurs ont changé de lieu de travail en raison de la crise économique liée à la COVID-19.

Cette capacité à s'adapter rapidement n'était toutefois pas la même dans l'ensemble de l'économie. Le recours au travail à domicile différait grandement d'une industrie à l'autre en avril, en raison d'un certain nombre de facteurs, dont la nécessité requise par certains emplois de travailler en proximité physique avec d'autres, comme les collègues, les clients et le public.

Dans la plupart des industries qui requièrent une plus grande proximité physique avec d'autres, une proportion relativement faible d'employés qui ont travaillé au moins une heure ont effectué leur travail à domicile. Ces industries comprennent les services d'hébergement et de restauration (8,4 %), la construction (19,0 %) ainsi que le commerce de gros et de détail (20,8 %). Ces mêmes industries ont connu certaines des baisses de l'emploi les plus marquées depuis février (infographie 6). Lorsque les directives sur l'éloignement physique seront ajustées et que l'activité économique reprendra progressivement secteur après secteur, il sera essentiel d'évaluer la mesure dans laquelle le milieu de travail peut être adapté, autrement que par le travail à domicile, dans ces industries.

### Infographie 6



**Les pertes d'emploi ont été les plus grandes dans les secteurs qui requièrent une proximité physique avec d'autres et dans ceux où le travail à domicile est moins fréquent. Cliquez pour élargir**

Par contre, dans les industries qui requièrent une moins grande proximité avec d'autres, une grande part des travailleurs ont effectué leur travail à domicile en avril. Cela comprend les travailleurs des services professionnels, scientifiques et techniques (75,5 %), de la finance, des assurances et des services immobiliers et de location (67,4 %), ainsi que des administrations publiques (62,6 %). Ces dernières ont enregistré moins de pertes d'emplois par rapport aux autres industries depuis février et il pourrait leur être plus facile de reprendre l'ensemble de leurs activités, que ce soit en poursuivant le travail à domicile ou en investissant possiblement dans des mesures d'adaptation du lieu de travail.

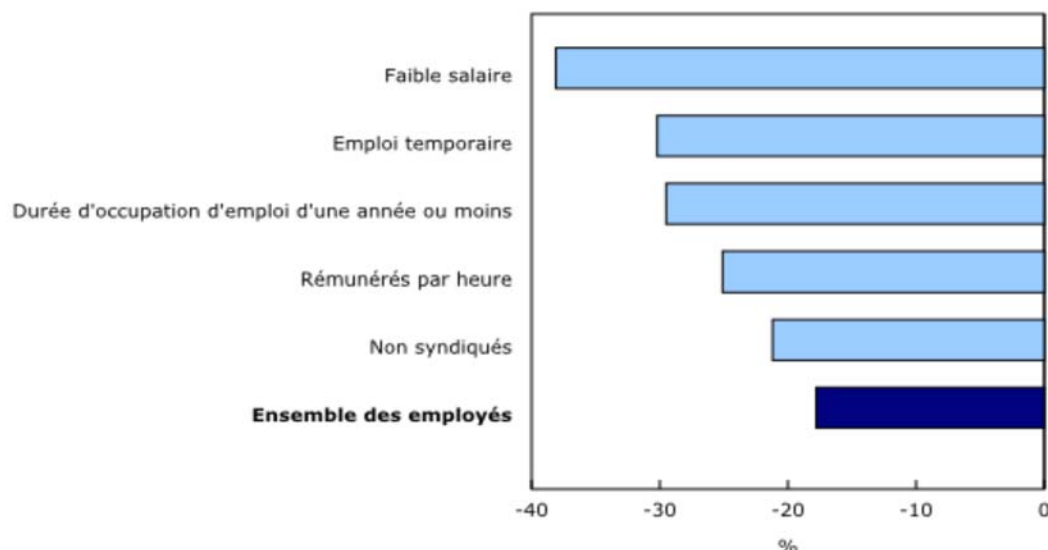
### Les travailleurs vulnérables continuent d'être les plus touchés

En avril, les baisses de l'emploi ont continué à être plus prononcées dans les emplois les plus précaires, comme les emplois temporaires et les emplois qui ne sont pas syndiqués.

Au cours de la période de deux mois qui a suivi février, l'emploi (données non désaisonnalisées) a diminué de 17,8 % parmi l'ensemble des employés rémunérés. Une baisse plus importante que la moyenne a été enregistrée chez les employés occupant un emploi temporaire (-30,2 %), chez les employés occupant leur emploi depuis un an ou moins (-29,5 %), et chez les employés non syndiqués ou non couverts par une convention collective (-21,2 %). Des reculs prononcés ont également été observés chez les employés qui ont gagné moins des deux tiers du salaire horaire médian de 2019, lequel s'élevait à 24,04 \$ (-38,1 %), et chez ceux qui sont rémunérés à l'heure (-25,1 %).

Ces résultats concordent avec les baisses observées dans les services d'hébergement et de restauration ainsi que dans le commerce de gros et de détail, qui comprennent des proportions plus élevées de travailleurs ayant ces caractéristiques. Malgré ces reculs, environ 1 million de personnes occupant des emplois peu rémunérés, non syndiqués et rémunérés à l'heure ont travaillé au moins une partie de leurs heures durant la semaine de référence en avril. Parmi elles, 89,1 % ont travaillé à un endroit autre que la maison. Les deux tiers des personnes ayant travaillé à l'extérieur de la maison occupaient un emploi dans les services d'hébergement et de restauration ou dans le commerce de gros et de détail, deux industries ayant une proportion relativement élevée de travailleurs dont les fonctions requièrent habituellement une proximité physique avec d'autres.

**Graphique 6**



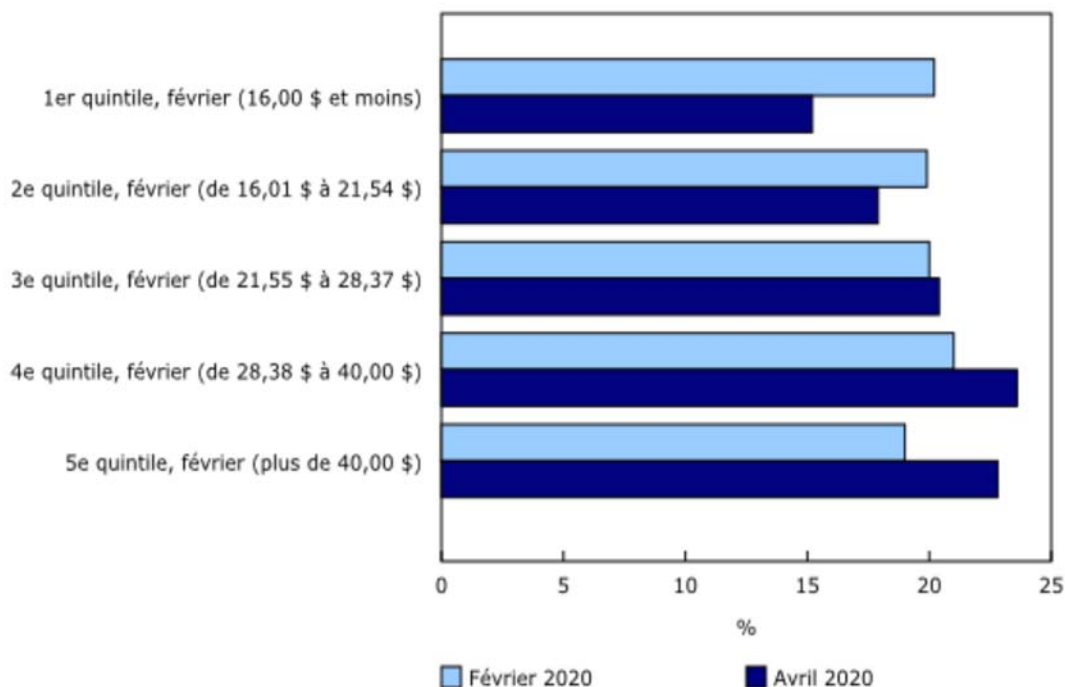
Variation de l'emploi parmi les employés rémunérés selon les caractéristiques de l'emploi, février à avril 2020, Canada, données non désaisonnalisées

## Le salaire moyen augmente alors que les emplois moins bien rémunérés disparaissent

Par rapport à un an plus tôt, le salaire horaire moyen a augmenté de 10,8 % en avril, principalement sous l'effet d'une hausse de 7,3 % observée de février à avril. Cette croissance s'explique en partie par les baisses plus importantes de l'emploi dans des industries où les emplois sont relativement moins bien rémunérés, ce qui a entraîné une hausse du salaire moyen.

Depuis février, plus de la moitié de la diminution de l'emploi observée dans le secteur des services s'est concentrée dans les services d'hébergement et de restauration ainsi que dans le commerce de gros et de détail, deux des industries où la rémunération est la plus faible. Parallèlement, une proportion relativement plus élevée de personnes a conservé leur emploi dans des industries compatibles avec le travail à domicile, comme celles des administrations publiques et des services professionnels, scientifiques et techniques, deux des industries offrant les salaires les plus élevés.

Graphique 7



Évolution de la répartition des salaires horaires en raison des baisses de l'emploi plus importantes dans les industries où la rémunération est relativement faible, Canada, février à avril 2020

## Hausse du nombre de personnes vivant dans des familles dans lesquelles aucun membre n'occupe un emploi

Au cours de la période de deux mois ayant suivi février, le nombre de personnes âgées de 15 ans et plus vivant dans des familles économiques (qui comprennent les personnes vivant seules) dans lesquelles aucun membre n'occupe un emploi a augmenté de 23,5 % (+1 655 000) (données non désaisonnalisées).

Le nombre de personnes vivant au sein de couples dont un seul membre occupe un emploi s'est accru de 27,3 % (+1 134 000), tandis que le nombre de personnes vivant au sein de couples dont aucun des membres n'occupe un emploi a augmenté de 22,5 % (+845 000). Le nombre de parents seuls sans emploi a progressé de 53,9 % (+126 000) (données non désaisonnalisées).

## **Un peu plus d'un Canadien sur cinq vit dans un ménage ayant déclaré avoir de la difficulté à respecter ses obligations financières**

La concentration relative des pertes d'emplois liées à la crise de la COVID-19 dans les emplois plus précaires soulève d'importantes questions quant à la capacité financière des Canadiens à s'adapter à la crise économique. Dans le but de faire la lumière sur ces enjeux, une question sur la capacité des ménages à effectuer des paiements de base, comme le loyer, l'hypothèque et l'épicerie, a été ajoutée à l'EPA d'avril.

Au cours de la semaine du 12 avril, un peu plus d'un Canadien sur cinq (21,1 %) vivait dans un ménage ayant déclaré avoir de la difficulté à respecter ses obligations financières immédiates. En 2018, la même question avait été posée dans le cadre de l'Enquête canadienne sur le logement et les résultats étaient similaires.

Bien que la proportion globale de Canadiens aux prises avec des difficultés financières immédiates soit demeurée plutôt stable, l'EPA d'avril fournit des données sur les groupes de travailleurs parmi lesquels les difficultés financières sont les plus fréquentes. Près d'un tiers (32,1 %) des chômeurs âgés de 15 à 69 ans vivaient dans un ménage éprouvant des difficultés, comparativement à 21,9 % des personnes inactives et à 17,5 % des personnes en emploi. Parmi les personnes en emploi, celles qui avaient travaillé moins de la moitié de leurs heures habituelles étaient proportionnellement plus nombreuses (26,1 %) à vivre dans un ménage éprouvant des difficultés que celles qui avaient travaillé l'ensemble ou la majorité de leurs heures habituelles au cours de la semaine de référence (15,3 %).

### **Premier portrait des demandeurs des programmes d'aide économique**

Emploi et Développement social Canada a annoncé qu'en date du 19 avril, c'est-à-dire le premier jour des interviews de l'EPA d'avril, 6,7 millions de Canadiens avaient présenté une demande de PCU depuis le 15 mars.

Selon les résultats de l'EPA, parmi les personnes qui ont présenté une demande de prestations d'assurance-emploi ou une demande de PCU depuis le 15 mars, environ 6 sur 10 (59,6 %) faisaient partie du principal groupe d'âge actif des 25 à 54 ans. Environ 1 demandeur sur 5 (19,7 %) était un jeune âgé de 15 à 24 ans. Les demandeurs étaient autant des femmes (50,8 %) que des hommes (49,2 %).

Parmi les personnes de 15 à 69 ans qui vivaient dans un ménage déclarant avoir de la difficulté à respecter ses obligations financières, 21,4 % ont indiqué qu'elles avaient présenté une demande de prestations d'assurance-emploi ou une demande de PCU depuis le 15 mars. À titre de comparaison, 9,8 % des personnes qui vivaient dans un ménage déclarant qu'il était facile de respecter ses obligations financières avaient présenté une demande.

### **L'emploi diminue plus rapidement chez les jeunes**

La COVID-19 a eu des répercussions proportionnellement plus importantes chez les jeunes Canadiens (âgés de 15 à 24 ans). En tant que groupe, ces derniers sont plus susceptibles d'occuper des emplois plus précaires dans des industries durement touchées comme les services d'hébergement et de restauration. De février à avril, l'emploi chez les jeunes a diminué de 873 000 (-34,2 %), et 385 000 autres jeunes (ce qui correspond à 1 jeune sur 4) qui ont conservé leur emploi en avril ont perdu l'ensemble ou la majorité de leurs heures de travail habituelles (données non désaisonnalisées). L'emploi a davantage reculé chez les jeunes âgés de 15 à 19 ans (-40,4 %) que chez ceux âgés de 20 à 24 ans (-31,1 %), ce qui s'explique par la nature plus précaire des emplois qu'occupent les jeunes de la première catégorie.



Parmi les étudiants 15 à 24 ans en avril, le taux de chômage a augmenté pour s'établir à 31,7 % (données non désaisonnalisées), ce qui signifie que de nombreux jeunes pourraient éprouver des difficultés à continuer de payer leurs études. Chez les jeunes non-étudiants, un peu plus de la moitié d'entre eux occupaient un emploi en avril, ce qui représente une baisse comparativement aux trois quarts enregistrés en février (données non désaisonnalisées).

### **Les pertes d'emplois se sont réparties plus également entre les hommes et les femmes en avril**

La COVID-19 a eu des répercussions proportionnellement plus importantes chez les jeunes Canadiens (âgés de 15 à 24 ans). En tant que groupe, ces derniers sont plus susceptibles d'occuper des emplois plus précaires dans des industries durement touchées comme les services d'hébergement et de restauration. De février à avril, l'emploi chez les jeunes a diminué de 873 000 (-34,2 %), et 385 000 autres jeunes (ce qui correspond à 1 jeune sur 4) qui ont conservé leur emploi en avril ont perdu l'ensemble ou la majorité de leurs heures de travail habituelles (données non désaisonnalisées). L'emploi a davantage reculé chez les jeunes âgés de 15 à 19 ans (-40,4 %) que chez ceux âgés de 20 à 24 ans (-31,1 %), ce qui s'explique par la nature plus précaire des emplois qu'occupent les jeunes de la première catégorie.

Parmi les étudiants 15 à 24 ans en avril, le taux de chômage a augmenté pour s'établir à 31,7 % (données non désaisonnalisées), ce qui signifie que de nombreux jeunes pourraient éprouver des difficultés à continuer de payer leurs études. Chez les jeunes non-étudiants, un peu plus de la moitié d'entre eux occupaient un emploi en avril, ce qui représente une baisse comparativement aux trois quarts enregistrés en février (données non désaisonnalisées).

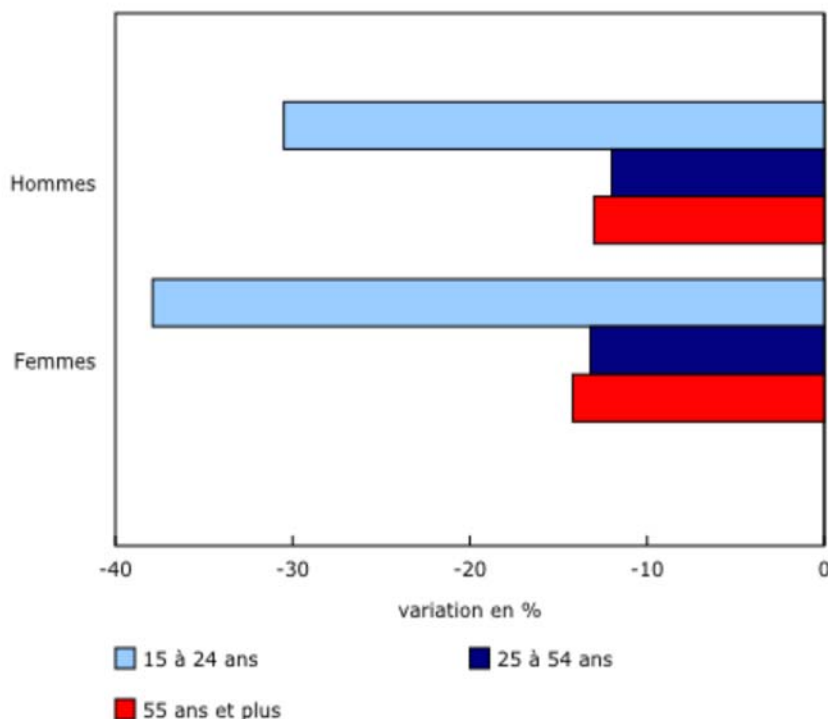
### **Les pertes d'emplois se sont réparties plus également entre les hommes et les femmes en avril**

Tandis que les femmes ont enregistré une part disproportionnée des pertes d'emplois en mars, les baisses observées en avril ont été plus prononcées chez les hommes, ce qui a diminué l'écart entre les sexes pour ce qui est des baisses cumulatives de l'emploi. Parmi l'ensemble de la population âgée de 15 ans et plus, les baisses de l'emploi enregistrées de février à avril se sont élevées à 1 537 000 (-16,9 %) pour les femmes et à 1 468 000 (-14,6 %) pour les hommes.

Chez les femmes du principal groupe d'âge actif, l'emploi a reculé de 790 000 (-13,2 %) de février à avril, tandis que 1 057 000 (20,3 %) autres femmes sont demeurées en emploi en avril, mais ont perdu l'ensemble ou la majorité de leurs heures de travail habituelles (données non désaisonnalisées). Les proportions étaient semblables pour les hommes du principal groupe d'âge actif ; l'emploi dans ce groupe d'âge a reculé de 773 000 (-12,0 %), et 1 049 000 (18,6 %) autres hommes de ce groupe ont perdu l'ensemble ou la majorité de leurs heures de travail habituelles (données non désaisonnalisées).

Bien que les hommes et les femmes du principal groupe d'âge actif aient connu des diminutions de l'emploi comparables dans l'ensemble, presque toute la baisse de l'emploi (92,9 %) chez les hommes du principal groupe d'âge actif de février à avril a été observée chez les travailleurs à temps plein, comparativement à 69,9 % chez les femmes. Ces résultats, combinés avec les différentes industries dans lesquelles les hommes et les femmes ont perdu leur emploi (par exemple, chez les hommes, un plus grand nombre de pertes d'emplois ont été enregistrées dans la construction, et un moins grand nombre, dans le commerce de détail), laissent supposer que les défis associés à la relance de l'économie à la suite de la crise économique liée à la COVID-19 pourraient être différents chez les hommes et chez les femmes.

## Graphique 8



Variation de l'emploi selon le groupe d'âge et le sexe, Canada, février à avril 2020

### Les immigrants très récents sont plus durement touchés par les répercussions de la COVID-19 sur le marché du travail

L'emploi chez les immigrants très récents (cinq ans ou moins) a diminué de façon plus prononcée de février à avril (-23,2 %) que chez les personnes nées au Canada (-14,0 %). Ces résultats sont en partie attribuables au fait que les personnes de ce groupe étaient plus susceptibles que les personnes nées au Canada de travailler dans des industries qui ont été particulièrement touchées par la crise économique liée à la COVID-19, comme les services d'hébergement et de restauration, et qu'elles étaient moins susceptibles de travailler dans des industries moins durement touchées, comme les administrations publiques.

L'emploi parmi la population totale d'immigrants reçus a reculé de 18,0 % de février à avril (données non désaisonnalisées), alors que les immigrants établis (plus de 10 ans) (-17,0 %) et les immigrants récents (plus de 5 ans jusqu'à 10 ans) (-17,4 %) s'en sont mieux tirés que leurs homologues qui sont arrivés au Canada très récemment.

### Peu de différences ont été observées entre les Autochtones et les non-Autochtones au Canada

Comparativement à février, la baisse de l'emploi enregistrée en avril parmi la population autochtone hors réserve (-16,2 %) a été comparable à celle observée parmi la population non autochtone (-15,3 %) (données non désaisonnalisées). En 2019, le taux d'emploi parmi la population autochtone hors réserve s'est établi à 57,5 %, par rapport à 62,1 % parmi la population non autochtone. Cet écart pourrait avoir une incidence sur la capacité de ces groupes à se remettre de la crise économique liée à la COVID-19. [...]

## Le lien avec le marché du travail pourrait favoriser la reprise économique

En avril, il y avait environ 5,8 millions de personnes qui n'ont pas travaillé et qui pourraient vraisemblablement retourner au travail lorsque les conditions sanitaires et économiques le permettront (données non désaisonnalisées). Parmi ces personnes, environ les deux tiers (3,8 millions) avaient un lien avec un emploi en particulier, c'est-à-dire qu'ils étaient en emploi, mais qu'ils n'ont travaillé aucune heure pour des raisons relatives à la COVID-19 ou qu'ils ont été temporairement mis à pied, ce qui signifie qu'ils s'attendaient à reprendre leur emploi au cours des six prochains mois.

Environ le tiers (2,0 millions de personnes) n'avait pas de lien avec un emploi actuel ou récent. On compte parmi ces personnes celles qui n'étaient pas en emploi pour d'autres raisons qu'une mise à pied temporaire et celles qui ne faisaient plus partie de la population active en mars ou en avril et qui ont déclaré vouloir un emploi. La proportion de personnes qui n'avaient pas de lien avec un emploi actuel ou récent était plus grande chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans (44,6 %) que chez leurs homologues du principal groupe d'âge actif (32,7 %) et que chez les personnes plus âgées (27,3 %). Les hommes (35,2 %) étaient légèrement plus susceptibles que les femmes (32,7 %) de se trouver dans cette situation.

Pour accéder à l'enquête complète, cliquer [ici](#)

---

## La pandémie va plomber les finances des provinces

### - Extraits d'Économie RBC -

La pandémie de la COVID-19 va engendrer cette année des déficits six fois plus importants pour les gouvernements provinciaux pour atteindre près de 63 milliards de dollars.

Chaque province verra une détérioration importante de sa situation financière. Nous ne prévoyons généralement pas de problème majeur avec le financement de déficits plus élevés à court terme. Ce sera tout au plus le soutien en liquidités par la Banque du Canada qui garantira que la filière du financement restera ouverte et que les coûts de financement demeureront gérables.

*[Il importe de noter que la RBC est une des institutions de l'oligarchie financière qui profitera beaucoup des emprunts des gouvernements. La RBC ne prête pas seulement de l'argent aux gouvernements par le biais du système impérialiste d'États, elle profite aussi de l'organisation de la vente des titres de créance des gouvernements — note de LML]*

Les programmes du gouvernement fédéral pour soutenir directement les individus et les entreprises dans le besoin totalisent plus de 230 milliards de dollars (10 % du PIB).

La gestion de l'urgence sanitaire par les provinces et le déploiement de leurs propres programmes de soutien financier coûteront également des milliards de dollars. La Colombie-Britannique (5 milliards de dollars), l'Alberta (7,7 milliards de dollars), l'Ontario (17 milliards de dollars) et le Québec (18 milliards de dollars), par exemple, ont présenté des plans d'action d'envergure historique. Il est clair que les dépenses créent d'énormes pressions sur les gouvernements, ce qui pèsera lourdement sur leur situation budgétaire.

*[La RBC estime que les dépenses fédérales et provinciales totales pour les programmes de soutien financier s'élèvent à 315 milliards de dollars et continuent d'augmenter. Pour mettre les choses en perspective, les dépenses totales du budget fédéral de 2018-2019 étaient de 347 milliards de dollars. — note de LML]*

## **Les revenus des gouvernements ont encaissé un dur coup suite à la récession**

Pourtant, le bilan des dépenses pourrait pâlir par rapport au choc qui mine les recettes gouvernementales. La pandémie de la COVID-19 a déclenché la récession la plus soudaine et la plus profonde que nous ayons jamais vue. Selon la dernière mise à jour des perspectives provinciales d'Économie RBC, toutes les provinces sauf deux (la Colombie-Britannique et Terre-Neuve-et-Labrador) connaîtront leur plus forte contraction économique en une année. (*Voir les extraits ci-dessous*)

Cela nuira énormément aux revenus des ménages et des entreprises et affectera gravement les principales sources de revenus des gouvernements. Nous nous attendons cette année à ce que l'impôt sur le revenu des particuliers et des entreprises et les taxes de vente baissent sensiblement dans chaque province. La baisse des revenus pourrait être de l'ordre de 3 milliards de dollars en Colombie-Britannique (-6 % des revenus anticipés), 6,3 milliards de dollars en Ontario (-4,8 %) et 8 milliards de dollars au Québec (-8,6 %), selon la sensibilité historique à la croissance économique.

L'effondrement des prix du pétrole : un dur coup pour les provinces productrices de pétrole, Terre-Neuve-et-Labrador, l'Alberta et la Saskatchewan, qui font face à des baisses encore plus dramatiques en raison de leur dépendance envers les redevances pétrolières. Nous estimons que la chute des prix du pétrole réduira ces redevances d'au moins 40 %. Cela ne tient même pas compte des baisses de production susceptibles de se produire face à une surabondance des réserves mondiales. En incluant les effets secondaires sur d'autres secteurs de l'économie, le ralentissement du secteur de l'énergie pourrait soustraire cette année plus de 8 milliards de dollars (ou près de 20 %) en revenus à l'Alberta.

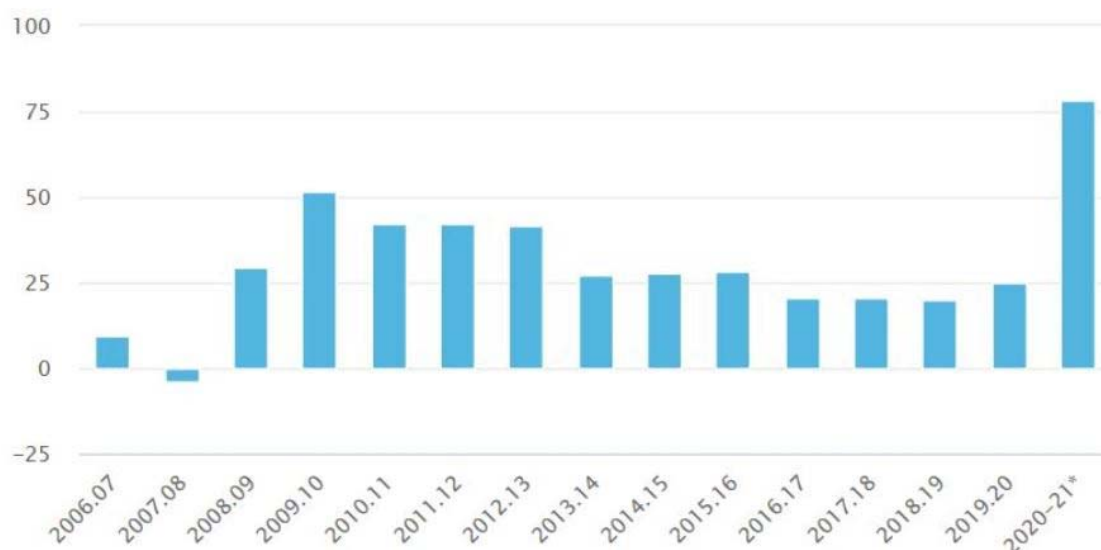
La COVID-19 a complètement changé les perspectives financières de toutes les provinces. Il y aura des déficits partout en 2020-2021, et d'énormes déficits dans le cas de deux provinces productrices de pétrole. Nous constatons que le manque à gagner atteint près de 2 milliards de dollars (7,0 % du PIB) à Terre-Neuve-et-Labrador et 18 milliards de dollars (6,4 %) en Alberta, soit plus du double des 6,8 milliards de dollars prévus par ce gouvernement dans son budget de février. La dépendance moins importante de la Saskatchewan envers les redevances pétrolières réduira son déficit à environ 1,5 milliard de dollars (2,1 % du PIB). La projection relativement récente d'un déficit de 20,5 milliards de dollars en Ontario (en date du 25 mars) nous semble un peu optimiste malgré qu'il y ait près de 5 milliards de dollars en imprévus inclus dans les estimations. Nous croyons qu'il pourrait dépasser 21 milliards de dollars (2,5 % du PIB) [...] Nous prévoyons des déficits de l'ordre de 5 milliards de dollars en Colombie-Britannique (1,8 % du PIB), 13 milliards de dollars au Québec (3,0 %), 600 millions de dollars au Nouveau-Brunswick (1,8 %) et 800 millions de dollars en Nouvelle-Écosse (1,9 %). [...] Notre prévision d'un déficit de 1,5 milliard de dollars au Manitoba (2,1 % du PIB) épuisera complètement les fonds d'urgence de la province.

## **Les dettes provinciales vont augmenter plus vite**

Le financement du grand bond dans les déficits cette année nécessitera une augmentation substantielle des émissions de titres de créance. Ce processus est déjà en cours, alors que de nombreuses provinces sont allées à plusieurs reprises sur les marchés du financement depuis la mi-mars. Nous prévoyons que l'augmentation de la dette nette provinciale va plus que tripler dans l'ensemble cette année.

## L'augmentation de la dette provinciale va bientôt tripler

augmentation annuelle de la dette nette, en milliards de dollars, de l'ensemble des provinces



Nous n'entrevoions pas qu'un endettement plus élevé entrave de manière significative la capacité des gouvernements provinciaux à répondre de façon à leurs besoins croissants en emprunts. Par mesure de précaution, la Banque du Canada a récemment annoncé qu'elle achètera jusqu'à 50 milliards de dollars d'obligations provinciales sur les marchés secondaires avec des échéances restantes de 10 ans ou moins. Cela s'ajoutera au programme d'achat de titres provinciaux sur les marchés monétaires qu'elle a lancé plus tôt. Ces mesures devraient garantir les liquidités dans la filière du financement provincial. Toutes les provinces peuvent actuellement emprunter à des taux d'intérêt historiquement bas, ce qui contribuera à contenir l'augmentation des coûts du service de la dette.

## La récession causée par la COVID-19 s'aggrave d'un océan à l'autre - Extraits de perspectives provinciales de la RBC

La perte stupéfiante d'un million d'emplois à l'échelle nationale en mars a largement dépassé tout ce que nous avons connu jusqu'à présent. Il est encore plus inquiétant de constater que ce résultat sera probablement dérisoire en comparaison des pertes qui seront annoncées pour le mois d'avril. Le choc n'épargne aucune région du pays. Nous avons (encore une fois !) réduit nos prévisions de croissance provinciale de manière généralisée à la lumière des derniers événements et de la dynamique observée actuellement. Nous croyons maintenant que toutes les provinces s'enliseront dans une profonde récession cette année.

Les répercussions économiques de la COVID-19 seront généralisées à l'échelle du pays, et ce, peu importe le nombre de cas, par province. Cela s'explique par les consignes de distanciation sociale qui sont mises en oeuvre partout et qui perturbent directement de grands pans de l'économie de chaque province. Les secteurs les plus touchés, comme le commerce de détail, les services de transport (ce qui comprend les compagnies aériennes), l'éducation, les arts et loisirs et les services de restauration, représentent d'ordinaire le tiers des emplois environ et de 20 % à 25 % du PIB provincial. L'arrêt de grandes portions de ces secteurs pour une période de deux mois soustrairait aisément et immédiatement de trois à quatre points de pourcentage à la croissance dans la plupart des provinces.

Les fermetures d'entreprises, les mises à pied massives et la forte réduction des heures de travail de ceux qui occupent toujours un emploi produisent des effets supplémentaires dans d'autres

secteurs, ce qui accentue les pertes d'emploi et aggrave la contraction économique. En définitive, 2020 marquera le plus important recul du PIB en un an pour toutes les provinces, à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador et de la Colombie-Britannique. La hausse importante des pertes d'emplois, enregistrée en mars et en avril, catapultera le taux de chômage à plus de 10 % dans chaque province à court terme, puis ce taux diminuera progressivement durant le deuxième semestre de l'année en cours. Le taux de chômage de l'Alberta, de la Saskatchewan et de Terre-Neuve-et-Labrador ne reviendra pas sous les 10 % avant 2021, au plus tôt.

Les perspectives économiques des provinces productrices de pétrole sont particulièrement sombres. L'effondrement des prix du pétrole a déjà secoué brutalement les entreprises de ce secteur. Hélas, nous ne prévoyons qu'une remontée très graduelle des prix du pétrole au cours de la prochaine année. La baisse marquée des flux de trésorerie oblige les producteurs à réduire les investissements, les emplois et la production. Nous nous attendons à une perte de 440 000 emplois en Alberta et de 80 000 emplois en Saskatchewan durant la crise. Comparativement à la récession de 2015-2016, il s'agit de pertes presque sept fois plus élevées pour l'Alberta et cinq fois plus importantes pour la Saskatchewan. À notre avis, le taux de chômage montera à 20 % durant le trimestre en cours en Alberta et à 15 % en Saskatchewan, des niveaux inégalés par ces deux provinces.

Les mesures extraordinaires mises en oeuvre par tous les paliers de gouvernement (qui, selon nos calculs, totalisent presque 315 milliards de dollars jusqu'à présent pour le gouvernement fédéral et les plus grandes provinces seulement) et la Banque du Canada au cours des dernières semaines faciliteront cette reprise.

Ce sont principalement les initiatives fédérales qui ont attiré l'attention, mais les gouvernements provinciaux ont également mis en oeuvre des mesures importantes pour aider les personnes et les entreprises durant la crise. Ces mesures comprennent des paiements ponctuels directs aux personnes en isolement volontaire ou dont les emplois ont été touchés par la pandémie, ainsi que le report du paiement des factures et des prêts étudiants. Pour les entreprises, certains gouvernements provinciaux proposent un soutien financier pour accroître les liquidités (2,5 milliards de dollars au Québec), des garanties de prêt ainsi qu'un report de divers impôts, soit des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires aux déclarations de taxes de vente. D'autres mesures provinciales comprennent une aide directe aux secteurs durement touchés, comme le tourisme et l'hébergement (par exemple, la Colombie-Britannique consacre 1,5 milliard de dollars aux efforts de reprise économique). La banque centrale et tous les paliers de gouvernement ont indiqué qu'ils étaient prêts à en faire davantage au besoin.



---

**(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)**

**PDF**

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***

**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**